

L'initiative sur les armes : Un miroir aux alouettes !

L'initiative sur les armes est une initiative antimilitariste, lancée par des milieux qui s'y connaissent depuis 20 ans pour débiter en tranches notre Défense nationale avec la bénédiction objective des milieux de droite qui sont incapables d'avoir une pensée militaire innovante et efficace.

Le soussigné ayant eu l'occasion de siéger dans une commission militaire fédérale, il a pu constater le désert intellectuel abyssal de certains élus en la matière.

Relayés par un Conseil fédéral dont la plupart de ses membres n'ont jamais eu accès à la moindre culture militaire, l'initiative fait son lit dans une politique de sécurité mal définie, vasouillarde, paralysée par la guerre interne des chefs qui, si elle a toujours existé, est devenue délétère en ces temps de misère financière militaire.

Si on y ajoute la disparition de « l'électorat » de l'Armée mis au rancart depuis 10, voire 15 ans à travers des réductions successives et des maladroites certaines dans la mise à la retraite anticipée d'officiers dévoués sans avoir même un geste de reconnaissance, on comprendra que l'Armée a perdu une bonne partie de ses défenseurs.

Alors l'arme à la maison ou à l'arsenal, après 65 de paix... : les citoyens en haussent les épaules.

Et pourtant ce n'est pas au peuple de décider des moyens utilisés pour la Défense.

Les Autorités de ce Pays à la lumière de la guerre de 1870-1871 et bien entendu renforcés par la totalité des événements du XXème siècle, ont jugé opportun de laisser l'arme en mains des citoyens-soldats, instruits pour cela.

On pourrait comprendre que les temps ne l'imposent plus, mais cela n'est pas du ressort populaire, c'est au Conseil fédéral de le dire.

La ficelle des antimilitaristes étant tout de même un peu grosse, ils ont choisi d'enrober l'arme d'ordonnance dans un délire sécuritaire, la rendant coupable de tous les crimes : il suffit de regarder Outre-Jura pour constater que le braquage, le meurtre et l'assassinat se « portent bien » sans l'aide d'une arme d'ordonnance quelconque.

Ce qui m'interpelle le plus c'est la « médicalisation » de l'arme à domicile et son implication dans le suicide.

L'arme est utilisée pour cela, il n'y a aucun doute là-dessus. Mais la disparition de l'arme à domicile n'y changera rien car ou bien le suicide est une chose si innommable que l'on devrait interdire EXIT, les trains, la vente de médicaments et de cordes pour ne pas parler des couteaux et là alors l'option dite de « Santé publique » serait crédible, ou bien le suicide étant hélas dans l'ordre des choses depuis Socrate, aucune mesure de quelque nature ne l'arrêtera.

La prévention du suicide passe par l'écoute, la prise en charge de l'être humain désespéré et nullement par la remise de l'arme à l'arsenal.

Dans ce cadre, on ne manquera pas de s'étonner de la prise de position de la Fédération des médecins suisses : sans beaucoup consulter sa base, son président a décidé que la FMH devait soutenir l'initiative, encouragé en cela par quelques mandarins dont l'objectivité nous interpelle autant que celle de ce confrère qui travaillant pour un cigarettier connu, vantait en son temps les mérites de son produit.

Que l'arme reste à domicile ou non ne changera pas la face des choses.

Le débat est donc bien celui de l'Armée.

Nous sommes attaché à cette institution et aux traditions de notre Pays, nous refuserons l'initiative sans avoir le moindre sentiment d'avoir nuit à la Santé publique de notre Pays.



Philippe Vuillemin
Médecin généraliste
Col san